



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2797  
11 mars 2022  
1,50 € • DOM: 2€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE OUVRIÈRE**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**



EXXPRESS

# **Contre Poutine et contre les fauteurs de guerre impérialistes**

## **La campagne de Nathalie Arthaud**



P.8 et 9



**La guerre en Ukraine**

- Réfugiés : bienvenue aux Ukrainiens et à tous les autres 3
- Des étudiants étrangers moins égaux que d'autres 3
- Une vérité bonne à entendre 3
- Humanisme de façade à la SNCF 3
- Poutine fait aussi la guerre à son peuple 4
- Un régime d'oligarques affairistes 5
- Céréales, gaz, pétrole : les profiteurs de guerre 6
- Total : la fausse indignation d'un ministre 6
- D'une guerre à l'autre : toujours les mêmes mensonges 6
- Budgets militaires : bruits de bottes et de tiroir-caisse 7
- Thales, Dassault etc : danse de mort à la Bourse 7
- Bennett, Erdogan, Poutine : des experts à la rescousse 7
- Chat tourne vraiment pas rond 7
- Les armes politiques nécessaires 16

**Leur société**

- Épidémie : trêve électorale pour le virus 11
- Porc et produits laitiers : baisse des revenus pour les agriculteurs 11
- Macron et les droits des femmes : cause toujours 12
- Ehpad : en grève 12
- Korian - Poissy 12
- Nos lecteurs écrivent 11, 13

**Élection présidentielle**

- Nathalie Arthaud : « tout dépendra de nos combats » 8
- J. P. Mercier : « pas sceptique, mais convaincu » 8
- Le « féministomètre » est défaillant 8
- Hausse des prix : ceux qui vont payer... et ceux qui empochent 9
- Macron : prêt à continuer au service du grand patronat 9
- Réunions publiques 9

**Dans le monde**

- CMA-CGM, armateurs et érangleurs 10
- Colombie : l'avortement autorisé jusqu'à 24 semaines 10
- Saint-Domingue : un mur de la honte 10
- Mali : l'embargo affame les populations pauvres 16

**Dans les entreprises**

- SNCF IPSO 13
- Deliveroo 13
- Michelin-Cholet, La Chapelle-Saint-Luc 14
- Dassault Aviation 14
- Merck-Santé 14
- Renault 14
- Safran-Villaroche 15
- Thales-Velizy 15

# Contre Poutine et contre les fauteurs de guerre impérialistes

Après douze jours de guerre, des centaines de morts et près d'un million et demi de réfugiés fuyant les bombes, les images terribles de la guerre en Ukraine suscitent une émotion et une indignation sincères dans la population, qui multiplie les gestes de solidarité.

Rien de sincère, par contre, du côté de la propagande du pouvoir et des médias. Macron a remis son costume de super-héros médiateur pour affirmer que les puissances occidentales n'avaient pas voulu cette guerre. Mais si le dictateur Poutine est bien celui qui a franchi le pas de l'invasion militaire, c'est le résultat d'une escalade dont les puissances impérialistes ont été parties prenantes.

L'OTAN, alliance militaire créée en 1949 sous la houlette de l'impérialisme américain contre l'URSS, a renforcé sa pression militaire, même après 1991 et la dislocation de l'Union soviétique. Elle a intégré douze États supplémentaires entre 1997 et 2009, le long de la façade ouest de la Russie.

En face, Poutine, au pouvoir après dix ans d'effondrement du pays, a remis en place un État autoritaire et mis au pas les contestataires. Le dictateur ne provoqua d'ailleurs aucune réaction des puissances occidentales en déclenchant une deuxième guerre en Tchétchénie, en 2004, faisant au moins 150 000 victimes, pour mater toute velléité d'indépendance. Et en janvier dernier les « grandes démocraties » ne se sont pas plus indignées quand Poutine a envoyé son armée au Kazakhstan pour écraser dans le sang la révolte ouvrière contre la cherté de la vie. La réalité des intérêts des trusts américains, anglais et français, dans ce pays qui concentre une bonne part des réserves mondiales de pétrole ou encore d'uranium, a été plus forte que les postures et les mensonges sur les grands principes démocratiques !

Dans cette guerre fratricide, Poutine est l'agresseur et joue avec la vie des populations. Il creuse un fossé de sang entre les peuples russe et ukrainien, pourtant intimement liés, et pousse les Ukrainiens derrière les dirigeants ultranationalistes.

Mais les grandes puissances occidentales se moquent tout autant du sort des populations. Leur politique le montre sur la majorité de la planète où, si l'on ne meurt pas sous les bombes, on crève du sous-développement imposé par leur pillage.

En commettant les pires exactions, le camp impérialiste a toujours prétendu faire œuvre de paix. Puissance de seconde zone, la France en a une longue expérience. Tout comme Poutine interdit aujourd'hui l'emploi du mot « guerre » en Russie, l'État français utilisait jusqu'en 1999 les termes « opérations de maintien de l'ordre » pour désigner les huit années de guerre coloniale contre les Algériens luttant pour leur indépendance, qui firent des centaines de milliers de morts.

Privé de son empire colonial, l'État français a continué à intervenir militairement en Afrique, du Tchad à la Mauritanie, en passant par la Centrafrique et bien d'autres pays. Au prétexte de sauver les populations, il s'agissait toujours de garder le contrôle sur les richesses pillées par les Total et autres Bolloré. Et tant pis si cela se traduisait en interventions militaires sanglantes pour soutenir ou installer au pouvoir les pires dictateurs « amis ». Quant à l'intervention au Mali, censée protéger la population des exactions des terroristes, elle n'a abouti qu'à renforcer les djihadistes tout en confortant la domination de régimes corrompus.

Les dirigeants au service de nos exploiters, qui aggravent les conditions de vie ici, prétendent agir dans notre intérêt. Ils ne se transforment pas en bienfaiteurs des peuples quand ils interviennent au-delà des frontières, quel qu'en soit le prétexte. Ils utilisent déjà la guerre en Ukraine pour nous préparer à de nouveaux sacrifices. Alors, il ne faut pas marcher dans la tentative de Macron de nous ranger au garde-à-vous derrière les puissances occidentales et leurs institutions.

Au nom de la patrie, ukrainienne ou russe, des travailleurs sont transformés en chair à canon pour que des oligarques, russes ou ukrainiens, sauvent leurs yachts et leurs milliards, pour que les actions de Thales, de Total, de tous les profiteurs de guerre continuent de grimper.

S'ils ne veulent pas perdre leur vie dans les rivalités et la course au profit maximum des capitalistes des grandes puissances, les travailleurs de tous les pays devront se battre pour renverser ce système, en commençant par contester le pouvoir des capitalistes là où ils ont les moyens de le toucher, dans leur propre pays.

Nathalie Arthaud





## Réfugiés : bienvenue aux Ukrainiens et à tous les autres

**Les bombardements, les combats, les pénuries poussent des centaines de milliers d'Ukrainiens, deux millions selon l'ONU, sur les routes de l'exil.**

Les télévisions montrent les images de mères et d'enfants en larmes tentant d'atteindre la frontière polonaise. Elles montrent aussi les gymnases, les cantines et les bus mis à leur disposition, des familles françaises et des municipalités prêtes à les accueillir. La presse, les ministres et les autorités les y encouragent, multipliant les déclarations sur les crimes de guerre et le devoir de solidarité envers les peuples martyrs, appelant aux manifestations,

organisant des soirées de solidarité, etc.

Les horreurs de cette guerre sont indéniables, comme le sont l'émotion de la population en Europe et sa volonté de faire quelque chose, d'être utile, d'accueillir les réfugiés. La campagne médiatique et les déclarations officielles, en revanche, dureront peut-être moins longtemps que la guerre et, en tout cas, pas autant que ses désastres. Les conflits armés, les personnes déplacées, les villes

rasées, les camps de réfugiés et les barbelés font malheureusement désormais partie du quotidien.

De plus, on ne peut que constater la différence de traitement médiatique et politique entre cette guerre et quelques autres. En Ukraine, les journalistes et les responsables politiques français se disent avec la population bombardée, qualifient les bombardements de criminels et parlent d'accueillir ceux qui fuient les bombes. En Irak, en Syrie, en Afghanistan et autres pays où sont intervenues les armées de l'impérialisme, les mêmes

pouvaient trouver les bombardements nécessaires, qualifier la population, ou du moins une partie d'entre elle, de criminelle. Ceux qui fuyaient les bombes pouvaient se noyer dans la Méditerranée, geler dans les Alpes ou périr dans le désert sans attirer la moindre aide. Le regard d'un enfant quittant sa maison en flammes est-il si différent à Kiev et à Bagdad ?

C'est que les indignations sont à géométrie variable, en fonction de l'intérêt immédiat des États occidentaux et des capitalistes qu'ils représentent. Ces intérêts sont changeants. Les réfugiés

ukrainiens, aujourd'hui accueillis, peuvent demain se retrouver bannis par un renversement d'alliances, comme l'ont été il n'y a pas si longtemps les Kurdes, ou simplement abandonnés, comme l'ont été les Afghans. La seule certitude est qu'il ne faut accorder aucun crédit aux puissants, y compris quand ils prétendent afficher leur solidarité avec les réfugiés ukrainiens. La simple humanité commande d'exiger la libre circulation pour tous les réfugiés, qualifiés ou non de migrants, d'où qu'ils viennent et où qu'ils aillent.

**Paul Galois**

## Des étudiants étrangers moins égaux que d'autres



À la gare de Lviv, des Africains tentent de fuir l'Ukraine.

**En Ukraine étudient 76 500 jeunes venus d'autres continents, d'Inde et, pour 20 %, d'Afrique.**

Ces étudiants maghrébins, congolais, ivoiriens, gabonais, ghanéens étaient jusqu'à présent accueillis dans des universités ukrainiennes, spécialisées en sciences, en technique et en informatique. Les cursus y sont deux fois moins coûteux qu'en Russie, et évidemment qu'en Europe de l'Ouest, et les autorités ukrainiennes leur délivraient des visas sans difficulté majeure.

Fuyant comme des milliers d'autres les bombardements, beaucoup d'entre eux ont dû affronter, en plus de la situation dramatique le mépris voire la violence des autorités qui encadraient le

passage des réfugiés quittant l'Ukraine. D'un côté comme de l'autre de la frontière, de jeunes Africaines et Africains, ont été maltraités parce que Noirs. De nombreux témoignages de filtrage arbitraire ont été rapportés au poste frontière de Medyka, au sud-est de la Pologne. « On n'arrive pas à s'approvisionner en eau, en nourriture, on est livrés à nous-mêmes », a témoigné une jeune Ivoirienne, étudiante en informatique. D'autres ont raconté l'attitude violente, les coups, venant de policiers ukrainiens comme polonais, tentant notamment de les empêcher de monter dans les bus ou

les trains emmenant les réfugiés. Certains ont dû marcher plusieurs dizaines de kilomètres, traînant leur bagage, faute d'avoir été admis dans un bus.

Tandis que beaucoup d'entre eux ont dénoncé l'absence d'aide de la part des autorités de leur pays d'origine, ils ont rencontré fréquemment la solidarité d'Ukrainiens fuyant à leurs côtés. « Des volontaires postés sur la route de la frontière proposaient de l'eau, de la nourriture, des Pampers, des couvertures » à tous les fugitifs. De la même manière, certains racontent avoir été accueillis par des habitants de l'autre côté de la frontière pour une ou plusieurs nuits, avant que leur retour dans leurs familles en Afrique soit possible.

C'est seulement le 3 mars qu'une directive européenne datant de 2001 a été activée pour accorder une protection temporaire dans l'UE aux réfugiés fuyant la guerre en Ukraine. L'application de la mesure aux réfugiés n'ayant pas la nationalité ukrainienne est d'ailleurs restée en suspens, les autorités polonaises et autrichiennes y étant opposées.

C'est donc une forme d'apartheid qu'a dû subir une partie des réfugiés, du fait de leur couleur de peau.

**Viviane Lafont**

## Une vérité bonne à faire entendre

Mercredi 2 mars, Cédric Herrou, paysan des Alpes-Maritimes militant de la solidarité envers les migrants, a signalé sur twitter que France Inter lui a refusé la parole à l'émission Le Téléphone sonne consacrée à l'accueil des réfugiés ukrainiens.

L'émission mettait à l'honneur les élans populaires de solidarité à l'égard des réfugiés. Des intervenants y ont souligné la nécessité de trouver des hébergements en urgence pour permettre aux familles de souffler, leur procurer de quoi se nourrir et se soigner, mais également leur offrir un accompagnement juridique, professionnel

et psychologique dans la durée.

Le combat de Cédric Herrou est exactement celui-là. Depuis 2015, il a apporté son aide matérielle et humaine à des milliers de réfugiés africains, dont des femmes et des enfants, fuyant la guerre ou la dictature. Cette solidarité lui a valu d'être traité comme un criminel par l'État français, et condamné à quatre ans de prison avec sursis. Cédric Herrou a dénoncé cette générosité sélective des autorités dans un tweet : « Pensez-vous que Macron enverra les tentes lacérées de Calais en Ukraine au nom de la fraternité française ? »

**Julie Lemée**

## Humanisme de façade à la SNCF

Le 28 février, Farandou, président de la SNCF, a annoncé qu'il permettait aux réfugiés ukrainiens de voyager gratuitement à bord des TGV et des Intercités sur le territoire français.

Mais il s'est bien gardé d'étendre cette mesure élémentaire à l'ensemble des migrants d'Irak, de Syrie, d'Érythrée ou d'Afghanistan, tout autant victimes des guerres et contraints de tout quitter pour sauver leur famille et leur vie. Au contraire, depuis des années, la SNCF fait pression

sur les contrôleurs, et a publié déjà plusieurs notes en région Paca demandant aux cheminots de signaler les groupes de migrants à bord des trains. Les cheminots avaient refusé de faire ce travail de délation. Ils n'ont pas de raisons de faire le tri entre les réfugiés ukrainiens et les autres, ni de les verbaliser.

La solidarité et l'humanité impliquent la liberté et la gratuité de circulation pour tous les réfugiés, sans distinction !

**Correspondant LO**



## Poutine fait aussi la guerre à son propre peuple

En lançant ses tanks et ses bombardiers sur l'Ukraine, Poutine a enfermé les habitants de Kiev, Kharkov, Marioupol et Odessa dans un étouffement de feu et de mort. Mais, en Russie même, la population n'est pas épargnée par l'état de guerre, même si le Kremlin ne l'a pas encore déclaré.

Dès le 25 février, les autorités russes ont promulgué des décrets restreignant un peu plus ce qu'il restait de liberté d'expression.

La Douma (la Chambre des députés) vient d'interdire tout propos ou écrit attentatoire à la réputation de l'armée. Cela peut coûter 12 ans de prison. La diffusion d'informations qualifiées de fausses sur l'« opération militaire spéciale » de Poutine, sa guerre en fait, vaut trois ans de prison; elle vaut cinq ans si des fonctionnaires ou des « groupes organisés » sont impliqués, et jusqu'à 15 ans s'il s'ensuit des « conséquences graves ». Apporter son soutien à des institutions ou à des personnes en Ukraine, où beaucoup de Russes ont de la famille, même par un don humanitaire, est considéré comme une « trahison de l'État »...

### Le bâillon et la prison

Les directions des grandes entreprises et des établissements d'enseignement ont fait allégeance au maître du Kremlin. Elles affichent même les mesures qu'elles prennent contre ceux qui, en leur sein, rejettent la politique de Poutine.

« Ce n'est pas le moment de nous diviser, mais de nous unir, et de nous unir autour de notre président », a déclaré le porte-parole de Poutine. Ce message est martelé jusqu'à la nausée par les chaînes de télévision, où ne s'expriment que les hommes du pouvoir.

Pour museler toute voix discordante, le pouvoir a bloqué l'accès à certains réseaux sociaux, a interdit la radio libérale Èkko Moskvy et son pendant télévisé Dojd'. Quant au dernier journal anti-Poutine, *Novaïa Gazeta*, qui ne paraît déjà pas tous les jours, il ne sort plus qu'avec de grands placards blancs à la place d'articles censurés.

Place nette a été faite devant le rouleau compresseur de la propagande. Il est ainsi plus difficile encore de contrer les mensonges du Kremlin, qui prétend secourir les russophones d'Ukraine, auprès d'une population russe qui n'imaginait pas une telle guerre possible, une opinion que beaucoup n'hésitaient pas à exprimer encore récemment.

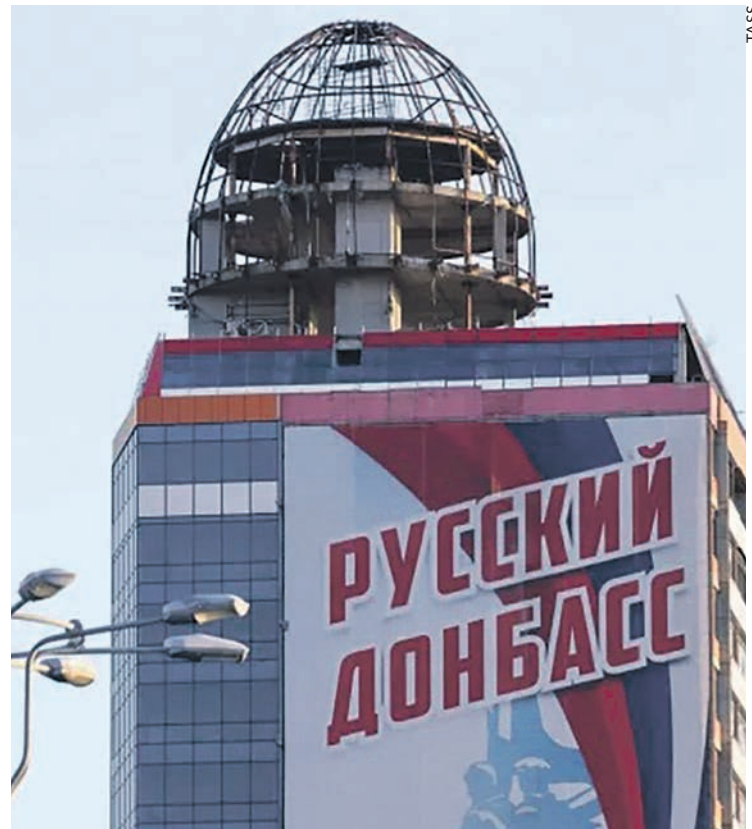
### Manifester malgré tout

La censure, l'interdiction de manifester, la menace de

la répression et l'absence d'une opposition organisée au régime, à plus forte raison du point de vue des intérêts des classes populaires, n'ont pas empêché des manifestations contre la guerre dans les grandes villes du pays.

Malgré les risques encourus, dont le moindre est une « condamnation administrative » qui peut aller jusqu'à vingt jours de prison pour participation à un « rassemblement illégal sur la voie publique », certains de ceux que cette guerre indigne tiennent à le crier haut et fort. Et ils sont assez nombreux pour qu'en deux semaines il y ait eu déjà 15000 arrestations. Les tabassages au poste de police, la perte de son travail ou l'interdiction de poursuivre ses études n'ont pas découragé ces manifestants. On a remarqué qu'il se trouvait parmi eux des jeunes en nombre significatif: des lycéens, des étudiants, voire de jeunes travailleurs qui, fin février encore, disaient que cette guerre ne serait pas la leur.

Les jeunes du monde du travail ont des raisons de craindre de se retrouver aux premières loges si la guerre se poursuit. Certes, Poutine prétend n'expédier en Ukraine que des engagés, afin de rassurer les parents de conscrits. Mais si, dans les grandes villes, les jeunes issus de la petite bourgeoisie



Sur un immeuble à Donetsk: « Donbass russe ».

arrivent à échapper à l'armée par le piston ou un pot-de-vin, dans la classe ouvrière et en province tout le monde sait à quoi s'expose un appelé qui refuse de signer le contrat d'engagement « volontaire » que lui tend un gradé.

Il est peu probable que l'ambiance d'union sacrée et la pression visant à faire s'aligner tout le monde derrière Poutine aient pu effacer d'un coup les réserves, pour le moins, des classes populaires à l'encontre du régime. À leur façon, les faits récents pourraient même les conforter, même s'il est très difficile de le mesurer.

### Un régime de guerre contre les travailleurs

Le pouvoir a saisi l'occasion de la discussion à la Douma sur la reconnaissance des républiques sécessionnistes du Donbass, pour menacer de supprimer le treizième mois des travailleurs qui en ont un, au nom de l'effort collectif national à consentir. C'est une mesure que le Kremlin a pris soin de laisser proposer par un député du KPRF, le parti dit communiste qui est pro-Poutine et pro-guerre.

Le conflit a ainsi servi de prétexte à une nouvelle attaque contre la classe ouvrière. Le lien saute aussi aux yeux entre cette guerre et l'effondrement du rouble. Depuis le 22 février, la monnaie russe a perdu la moitié de sa valeur en dollars ou en euros. Du coup, de nombreux produits importés, quand ils n'ont pas disparu avec les sanctions occidentales, ont vu leur prix

exploser sans que les salaires suivent. C'est le niveau de vie de dizaines de millions de travailleurs et de retraités qui s'effondre avec la guerre.

L'emploi n'est pas mieux loti. Dans l'automobile en particulier, les usines de grands groupes mondiaux (Volkswagen à Nijny-Novgorod, Renault à Moscou et Togliatti, par exemple) ont mis au chômage tout ou partie de leurs dizaines de milliers de salariés. Leurs directions arguent des sanctions, qui bloquent l'arrivée de composants et pièces détachées, mais elles se gardent bien de dire si et comment ce chômage technique sera indemnisé.

À cela s'ajoute partout une mise au pas des travailleurs, au nom de la défense de la patrie.

Une grève contre un système qui faisait dépendre les salaires du cours du rouble vient d'avoir lieu dans l'industrie, chez Ghermont au Tatarstan. La direction a préféré céder. On ne sait si de tels faits vont se répéter et si la contestation ouvrière pourrait s'étendre. Mais une chose est certaine: des réactions venant de la classe ouvrière seraient la meilleure chose qui puisse arriver pour faire cesser cette guerre fratricide, et pour faire que cette guerre ne soit pas entre deux pays ou deux parties d'un même peuple, mais entre les exploités d'une part, et leurs oppresseurs, leurs exploités d'autre part, et cela quelle que soit leur nationalité.

Pierre Laffitte



Défilé de fusées transcontinentales sur la Place Rouge.



## Un régime d'oligarques affairistes

La guerre a permis au président ukrainien Zelensky de souder une grande partie de la population derrière un régime pourtant largement discrédité et, au passage, de redorer son blason. Poutine, tout en pariant sur sa victoire et en exaltant le nationalisme russe, rend ainsi un fier service à son frère jumeau, le nationalisme ukrainien. Mais ni l'un ni l'autre ne peuvent offrir une issue favorable aux travailleurs des deux pays.

Les images qui parviennent de la guerre montrent des femmes, des hommes et des enfants pris au piège dans les villes bombardées. Des bâtiments sont éventrés, des cadavres jonchent les rues, des blessés sont soignés avec les moyens du bord. Ici, l'eau et les communications sont coupées, là, la nourriture manque. Les Ukrainiens fuient dans la panique et, d'après le haut-commissariat aux Réfugiés de l'ONU, le nombre de réfugiés a déjà dépassé deux millions. On ne peut que comprendre la stupeur et sans doute la haine suscitées par Poutine, qui fait fondre ses troupes sur le pays et se dit prêt à poursuivre la guerre jusqu'à ce que ses objectifs soient atteints. Sans compter que dans ses discours, ce même Poutine a quasiment contesté tout droit de l'Ukraine à une existence nationale.

Zelensky, lui, pose au chef de guerre et se déclare prêt à tout pour gagner « notre grande guerre patriotique », terminant ses allocutions par « Gloire à l'Ukraine », autrement dit à son régime. Il se sert là de l'aspiration légitime à se défendre, à se protéger, que peuvent ressentir les

Ukrainiens. Zelensky leur impose de combattre, quoi qu'il leur en coûte. La mobilisation générale est décrétée pour les hommes de 18 à 60 ans, qui ont interdiction de quitter le pays. Mais ce que les champions de l'Ukraine indépendante ont à leur proposer, les Ukrainiens ont déjà eu l'occasion de le mesurer.

### Un politicien discrédité, sauvé par la guerre

Le 2 mars, Macron a salué en Zelensky « le visage de l'honneur, de la liberté et de la bravoure ». Et pourtant le président ukrainien, élu en 2019, a largement perdu sa popularité depuis deux ans. S'étant présenté comme un homme nouveau, avec pour programme la lutte contre la corruption, il n'a rien changé à la vie de la population. Surnommée un moment le Trump ukrainien, cette vedette de la télévision était d'abord homme d'affaires dans le show-business. Il a été poussé en avant par des oligarques tels Rinat Akhmetov, l'homme le plus riche du pays, véritable symbole de la corruption du système, et Oleg Kolomoïsky, propriétaire de la chaîne de télévision où passait la série qui l'a rendu célèbre.



À Lougansk, après la reconnaissance de cet État par la Russie: « Merci, la Russie ».

Derrière Zelensky, il y a les oligarques et les bureaucrates ukrainiens, issus de l'ex-URSS comme leurs homologues russes, c'est-à-dire tout un appareil politique, judiciaire, militaire et policier notoirement corrompu. Ils ont accaparé les richesses du pays tandis que les travailleurs plongeaient dans la misère. Du fait de l'appauvrissement et de la détérioration des conditions de vie, des millions d'Ukrainiens ont émigré et, chaque année, d'autres encore partent travailler pendant plusieurs mois dans les pays voisins. Depuis bien des années, l'Ukraine est devenue un pays sous perfusion, entretenant d'une part des relations inégales héritées de son passé commun avec la Russie, et d'autres relations tout aussi inégales instaurées avec les États impérialistes occidentaux, d'autre part.

Cela faisait donc longtemps que la population ukrainienne se défiait de ses dirigeants, écœurée par les gouvernements successifs, tous corrompus, qu'ils s'affichent pro-russes ou

pro-occidentaux. Même après la crise de 2014, la répression du Maïdan, la perte de la Crimée et la guerre dans le Donbass, le nationalisme exalté par les politiciens qui s'étaient emparés du pouvoir n'avait pas réellement pris. Quand en 2020 le nom de Zelensky était apparu dans les Pandora papers, révélant qu'il s'était acheté une villa de 3,8 millions d'euros en Toscane et des immeubles de luxe à Londres via des sociétés offshore, une femme déclarait par exemple à la presse: « Ce scandale n'apporte rien de nouveau. Tous les dirigeants ont été impliqués dans une affaire depuis l'indépendance. Mais il choque de nombreuses personnes qui voient leur retraite, leur salaire ne jamais augmenter, à la différence des prix, de la TVA, de l'énergie. »

### Une guerre qui renforce l'extrême droite nationaliste

Même le caractère antirusse du nationalisme de l'extrême droite ukrainienne, organisée notamment dans le parti Pravy Sektor ou le régiment Azov, n'avait pas pris l'ampleur espérée par ces groupes. Et pourtant, on les retrouve désormais à la tête de plusieurs « milices d'autodéfense » contre l'invasion russe, des vidéos les ont montrés obligeant de jeunes hommes à s'enrôler, considérant ceux qui voudraient échapper aux combats comme des traîtres, affichant ouvertement leurs symboles néonazis. Et une ambiance policière s'est instaurée autour de la recherche des suspects

d'espionnage au service de la Russie.

C'est donc finalement Poutine qui aura permis aux gouvernants ukrainiens de souder la population derrière leur propagande nationaliste. Dans un premier temps en tout cas car, si la guerre dure, ni Zelensky ni ses alliés éventuels ne protégeront les Ukrainiens de ses conséquences, sans même parler d'un risque d'extension du conflit. Et surtout, il ne peut rien en sortir de bon ni de durable. Tant que les rivalités et des rapports de domination régiront les relations entre les deux États, la guerre restera incontournable. Pour mettre fin à de telles guerres fratricides, il faut renverser le système économique fou qui domine le monde.

### La voie de l'internationalisme et de la lutte de classe

Il est à souhaiter qu'en Ukraine aujourd'hui, comme en Russie, des militants du mouvement ouvrier renouent avec l'internationalisme et élèvent une protestation contre la guerre, au nom des travailleurs et de leurs intérêts de classe, identiques par-delà les frontières.

Car seuls les travailleurs pourront faire entendre une autre voix: contre le nationalisme des privilégiés, qui défendent leurs intérêts avec la peau de leurs peuples; contre le vol des richesses par les oligarques et les bureaucrates corrompus; pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à instaurer des relations de coopération fraternelle entre eux.

Pierre Merlet



Un défilé du bataillon Azov à Kiev.



## Céréales, gaz, pétrole : les profiteurs de guerre

Avant même que la moindre sanction contre la Russie soit effective, les prix du gaz, du pétrole et des céréales se sont envolés sur les marchés internationaux. Cette spéculation est organisée par la poignée de grands groupes qui dominent ces marchés.

La tonne de blé est passée en quelques jours de 280 à 390 euros. Le pétrole Brent, qui approchait de 100 dollars le baril avant l'invasion, atteint déjà 130 dollars. Quant au gaz, son cours sur le marché européen, élevé à la fin de 2021, est reparti à la hausse. Pourtant, si l'Ukraine et la Russie sont de très gros exportateurs de gaz, de pétrole ou de céréales, à ce jour les livraisons n'ont pas cessé.

Les États-Unis, avec la bénédiction des compagnies pétrolières américaines, viennent de décider un embargo sur le pétrole russe, mais le groupe français TotalEnergie maintient toutes ses activités en Russie. La flambée des prix du baril, immédiatement répercutée sur les prix à la pompe et donc

sur les consommateurs, résulte d'une anticipation de la part des trusts qui spéculent pour garantir leurs superprofits.

Concernant le gaz, la ficelle est encore plus grosse. La Russie fournissant 40% de celui consommé dans l'Union européenne, le gaz russe a été exclu des sanctions. Malgré les combats, tous les gazoducs existants, y compris celui qui traverse l'Ukraine, ont continué pourtant de fonctionner à plein régime. Plus encore, les quantités livrées ont doublé depuis le 24 février. En effet les compagnies européennes veulent profiter au maximum des contrats de long terme, avantageux, négociés avec Gazprom pour revendre au prix fort ce gaz sur le marché au jour le jour. Parmi elles, Engie

(ex-GDF Suez), actionnaire du gazoduc Nord Stream 1, refuse de communiquer le volume de gaz acheté à bas prix. Sa directrice générale, accusée de financer la guerre, a osé répondre au journal *Les Échos* : « Notre mission de service public est de fournir le gaz aux populations que nous servons. » Alors qu'elle fait gonfler les profits de ses actionnaires, cette patronne n'a pas honte de réclamer pour sa société un « mécanisme de compensation par les pouvoirs publics » en cas d'aggravation des sanctions.

La spéculation sur les céréales obéit à la même logique. Quatre groupes, baptisés ABCD pour les américains ADM, Bunge et Cargill, et le franco-suisse Louis-Dreyfus, monopolisent le marché mondial. Alors que les dernières récoltes sont stockées depuis des mois, qu'elles ont souvent déjà quitté l'Ukraine et la Russie, ces courtiers anticipent les pénuries à venir en faisant monter les prix à



ERIK ROMANENKO TASS

Récolte de blé en Russie.

la Bourse de Genève ou de Chicago.

Dans les pays riches, comme la France, cela se traduit par une augmentation brutale du prix de l'alimentation du bétail et la flambée du prix de la farine. Ces hausses sont déjà répercutées sur les consommateurs par la filière agroalimentaire. Dans des pays

pauvres comme l'Égypte, le Liban, la Syrie ou l'Algérie, grands importateurs de blé, cette flambée plombe le budget des États qui subventionnent le pain. Elle risque de se traduire, comme en 2009, par des émeutes de la faim. La guerre fait le malheur des peuples mais le bonheur des capitalistes!

**Xavier Lachau**

## Total : la fausse indignation d'un ministre

Total est le plus emblématique des trente-cinq groupes français du CAC 40 à opérer en Russie. Sans le citer nommément, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, lui a fait les gros yeux, déclarant le 1<sup>er</sup> mars que c'est un problème de travailler avec des proches du pouvoir russe.

Le partenaire de Total pour le gaz en Russie, Novatek, est contrôlé par un oligarque dont la fortune est estimée à plus de 20 milliards de dollars, Guennadi Timchenko, proche et même, paraît-il, confident de Poutine. Officiellement, des sanctions avaient déjà été prises contre les

oligarques russes après l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014, mais depuis lors, contrairement à ses concurrents, Total a renforcé ses investissements en Russie, au point d'en tirer aujourd'hui 17% de sa production de gaz et de pétrole, avec des réserves prometteuses. Alors que BP et Shell viennent de retirer leur participation dans deux groupes russes pétroliers et gaziers, Rosneft et Gazprom, les dirigeants de Total ont déclaré qu'ils comptaient bien rester en Russie.

Dans le choix de ces sociétés, les intérêts des populations russe, ukrainienne ou française n'interviennent

absolument pas. Les bénéfices accumulés par Total ont été réalisés en grande partie sous la protection de dictatures à travers le monde, en premier lieu en Afrique et notamment au Gabon et au Congo, mais aussi en Arabie saoudite, considérée comme un partenaire privilégié, en Birmanie, où Total est resté durant trente ans, ou encore au Kazakhstan où l'armée russe a réprimé la population il y a deux mois, sans que Bruno Le Maire y voie un problème. Il faudra décidément que celui-ci explique à Total quels sont ses critères.

**Jean Sanday**



Total en Russie : le champ de Kharyaga.

## D'une guerre à l'autre : toujours les mêmes mensonges

**Pour justifier l'invasion de l'Ukraine, Poutine multiplie les mensonges. Ils rappellent ceux utilisés par toutes les grandes puissances lorsqu'il s'agit de camoufler leurs actes de brigandage, et la France est loin de faire exception.**

Selon Poutine, l'Ukraine a été créée par la Russie bolchevique, elle n'existe pas en tant que telle, et il menace d'ailleurs aujourd'hui de « priver le pays de son statut d'État ». De la même façon, le 1<sup>er</sup> décembre 1954, c'est François Mitterrand, alors ministre de l'Intérieur, qui déclarait : « L'Algérie c'est la France, et la France ne reconnaîtra pas chez elle d'autre autorité que la sienne. » Il fallut une guerre sanglante et plus d'un million de morts pour que l'État français soit forcé de reconnaître que l'Algérie existait bel et bien. Pendant ce conflit, les gouvernements français ne parlèrent jamais de guerre, mais d'une « opération de maintien de l'ordre », tout comme Poutine utilise aujourd'hui le terme « d'opération de maintien de la paix ».

Le nombre de soldats français tués fut longtemps nié, comme aujourd'hui celui des militaires russes morts en Ukraine. Et bien sûr les exactions commises par l'armée française furent cachées, des journaux et des livres furent censurés pour en avoir fait état, comme en Russie aujourd'hui. On pourrait en dire autant des guerres menées par d'autres pays, comme les États-Unis.

Tous les fauteurs de guerre cachent la vérité. Ils sont hantés par la crainte de voir les travailleurs se rendre compte qu'on les envoie se battre contre leurs frères et se retournent contre les responsables de ce crime. Poutine de ce point de vue a de quoi tenir des dirigeants occidentaux.

**Daniel Mescla**



## Budgets militaires : bruits de bottes et de tiroir-caisse

La guerre en Ukraine a déjà été l'occasion de déclarations des gouvernements des pays de l'Otan sur la nécessité d'augmenter leurs budgets militaires.

Tous ont repris le même refrain : La faiblesse de notre budget militaire ne nous permet pas d'assurer la défense aujourd'hui. Les plus spectaculaires ont été les propos de Scholz, le Premier ministre socialiste d'Allemagne, qui a annoncé un « changement historique » de la position de son gouvernement. Il va faire passer son budget militaire à 2 % du PIB, soit 100 milliards en 2022. Et de poursuivre en annonçant un retour du service militaire. La Suède a, elle, rétabli la conscription – le service militaire obligatoire – depuis 2018. « Notre pays amplifiera ses investissements dans sa défense, décidés en 2017 », a

déclaré Macron lors de son intervention télévisée du 2 mars.

Ce renforcement des budgets militaires n'a pas attendu la guerre en Ukraine. Selon les chiffres du journal économique *Les Échos*, depuis 2015 les budgets militaires annuels cumulés des pays de l'Otan ont augmenté de 180 milliards de dollars, pour dépasser les 1 100 milliards de dollars. Ces budgets étaient en 2020 de 778 milliards de dollars aux États-Unis et de 323 milliards pour le reste des pays de l'OTAN.

Ce réarmement des puissances impérialistes est illustré par la comparaison avec le budget militaire de

la Russie cette année-là, 61,7 milliards de dollars, comparé au budget militaire de la « pacifique » petite Grande-Bretagne, 59,2 milliards. Celui de la France a été, toujours en 2020, de 52,8 milliards de dollars. L'Allemagne elle-même avait cette année-là déjà consacré 52,8 milliards à son budget militaire.

L'augmentation des budgets militaires est d'abord un moyen classique de subventionner les capitalistes de chaque État, en faisant payer par toute la population ces grasses subventions aux Dassault, Thales, Airbus, DCN ou autres MDBA. Mais il ne s'agit pas que de cela. Tous ces États capitalistes, qui se proclament les « États libres, où règne la démocratie », se préparent en permanence à la guerre,

## Le palmarès des marchands de mort



la crise de leur économie ne pouvant que les y inciter encore plus.

Ces préparatifs guerriers ont pour prétexte d'entretenir des forces de « défense de la paix ». Mais ce n'est pas à la paix que travaillent les dirigeants des États-Unis, d'Allemagne,

de Grande-Bretagne ou de France. Ils veulent pouvoir passer, quand ils le jugeront bon, de la guerre économique à la guerre tout court. Le prolétariat doit dès aujourd'hui en être conscient et refuser de se laisser embrigader.

Paul Sorel

## Thales, Dassault etc. : danse de mort à la Bourse

L'Ukraine est sous les bombes, la Russie sous la botte. Les populations d'Europe se préparent aux pénuries et aux hausses de prix, celles des pays pauvres doivent s'attendre aux famines liées à l'explosion des prix des céréales. Même la menace atomique est brandie.

Il existe pourtant un secteur où la joie et le champagne coulent à flots : l'industrie de l'armement fête la flambée du cours de ses actions en

Bourse. Les fonds de placement rapaces, les banquiers avides et les rentiers sans vergogne se précipitent sur les actions des marchands

de mort. Dassault et Thales en France, Lockheed-Martin et Northrop Grumman aux États-Unis, leurs collègues britanniques et allemands, sont en effet confiants dans l'avenir de leur industrie et de leurs profits. Non seulement les crédits militaires augmentent dans tous les pays, mais le vrai pactole s'annonce avec la guerre en

Ukraine, promettant un feu d'artifice de dividendes. Et la suite s'annonce fastueuse, les commandes de Rafale se multiplient, la Pologne commande deux frégates équipées par Thales, les militaires de tous les pays sortent leur carnet de chèques et on prépare psychologiquement les populations. On prépare même, aussi, la bonne

conscience, puisque, dans le langage moderne, tout cela sert à mettre sur pied des « forces de maintien de la paix »!

Anatole France disait à propos de la Première Guerre mondiale : « On croit mourir pour la patrie, et on meurt pour les industriels. » Rien n'a changé.

P. G.

## Bennett, Erdogan, Poutine : des experts à la rescousse

Le Premier ministre israélien, Naftali Bennett, s'est déplacé jusqu'en Russie samedi 5 mars pour s'entretenir avec Poutine, sans divulguer le résultat de cette discussion.

De son côté, le président turc Erdogan a téléphoné le lendemain au même Poutine pour lui demander « un cessez-le-feu urgent qui permettrait de répondre aux inquiétudes humanitaires », ajoutant : « Ouvrons ensemble la voie de la paix. »

Que voilà deux chefs d'État qui sont des experts dans leur propre pays en matière de paix et de fraternité entre les

peuples ! Depuis quatre-vingts ans, l'État d'Israël fait la guerre aux Palestiniens pour leur voler leurs terres, les forçant à vivre dans des camps de réfugiés, et n'a aucun scrupule à bombarder les civils dans le peu de territoires qu'il leur concède, en Cisjordanie et à Gaza. Le régime turc est lui bien connu pour son comportement envers la minorité kurde,

qu'il poursuit jusque dans le nord-est de la Syrie. La population turque elle-même est soumise à une répression permanente de la part du régime d'Erdogan.

Erdogan et Bennett ne sont certes pas les seuls chefs d'État capables de donner des leçons de pacifisme tout en ayant du sang sur les mains, mais ils sont bien un symbole de ce que ceux qui dirigent le monde ont à apporter en matière de liberté des peuples.

Marianne Lamiral

## Chat tourne vraiment pas rond

Depuis l'invasion de l'Ukraine par Poutine, tout est bon pour renforcer la campagne antirusse et légitimer l'autre camp.

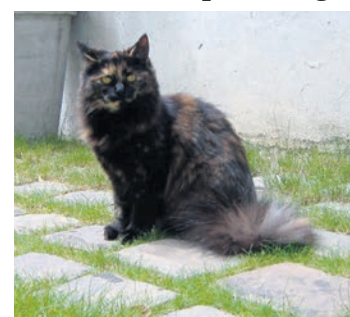
Il y a eu les athlètes russes exclus des jeux Paralympiques de Pékin. On a vu aussi l'équipe nationale de football écartée de la Coupe du monde par la Fifa, sans oublier le bannissement de bien d'autres sportifs russes des compétitions internationales.

La liste n'est pas close. Des musiciens ont également dû renoncer à se produire tandis que des cinéastes ont été interdits de festivals internationaux. Une université italienne, à Milan, a même tenté d'interdire un cours de littérature

parce que... consacré aux romans de Dostoïevski!

Et, parmi les Russes, les humains ne sont pas seuls à être tenus pour responsables de la politique du dictateur Poutine : même les chats ont été exclus des concours félins. Attention aux injonctions nationalistes, elles virent rapidement au délire.

Sophie Gargan







# NATHALIE ARTHAUD

## LE CAMP DES TRAVAILLEURS

**lutte**  
ouvrière

## Nathalie Arthaud : **“Tout dépendra de nos combats”**

OUEST-FRANCE



Entre le 1<sup>er</sup> et le 6 mars, Nathalie Arthaud a poursuivi sa série de meetings, à Orléans, Reims et Strasbourg. Elle a également rencontré plusieurs dizaines de lycéens et étudiants à Caen, et animé un débat à la fête régionale de Lutte ouvrière à Metz.

Plusieurs participants ont exprimé leur révolte face au manque de moyens dans des secteurs vitaux pour la population, et aux salaires indécentes qui sont par exemple de 1 600 euros net avec de l'ancienneté pour prendre en charge des adultes

lourdement handicapés, ou de 1 350 euros net pour un poste d'aide-soignante dans une clinique privée. À cause du manque de structures d'accueil, une mère de quatre enfants disait devoir payer 500 à 600 euros de garde par mois si elle voulait travailler.

Un étudiant avec une bourse de 400 euros par mois et un loyer de 250 euros, qui est obligé de sauter des repas, demandait à Nathalie ce qu'elle pourrait faire pour lui. Un jeune éboueur, constatant que ses collègues sont cassés par le travail bien avant la retraite, lui demandait si elle ramènerait la retraite à 60 ans, et plusieurs participants demandaient comment elle appliquerait son programme.

Nathalie a donc rappelé qu'elle ne se pose pas en sauveur suprême. « Je ne dis pas : « Moi présidente ! Je ne suis pas une vendeuse de promesses. Ce dont nous avons besoin pour vivre, il faudra l'arracher. » Car la société est bien assez riche pour permettre à tous de vivre dignement : les 137 milliards d'euros de profits du CAC 40 en donnent un aperçu. Mais les travailleurs auront à se battre pour arracher ce dont ils ont besoin. Un ancien de la

sidérurgie en a témoigné en racontant que, grâce à leurs luttes, au lieu de finir au chômage lorsque les entreprises ont licencié en masse, lui et ses camarades ont obtenu de partir à la retraite à 50 ans. Il tenait à dire aux jeunes présents dans la salle que c'est possible !

Ceux qui évitent de dire qu'il faudra se battre pour tout préparer les trahisons de demain. C'est le cas de Jean-Luc Mélenchon ou Fabien Roussel lorsqu'ils prétendent qu'une fois au pouvoir, ils résoudront tous les problèmes ou annoncent des « jours heureux » : « Ils nous désarment. C'est un appel à la passivité. Ma candidature, c'est exactement l'inverse ! »

Bien des sujets d'inquiétude et de révolte ont été évoqués lors de ces réunions, notamment la crise économique, le dérèglement climatique, et bien sûr la guerre en Ukraine. « Il faut faire le

lien entre tout cela : tant que le monde sera dominé par la classe capitaliste, on n'aura ni la paix, ni la satisfaction des besoins de tous, ni la possibilité de planifier la production en respectant les hommes et la planète. » Alors, le véritable enjeu n'est pas de choisir le nouveau locataire de l'Élysée, mais de se préparer à renverser cette classe capitaliste.

« Oui, on peut vivre mieux, mais moi je ne baratine pas : cela dépendra de nos combats, et de rien d'autre. » C'est bien l'idée la plus importante à faire entendre dans cette campagne présidentielle, au moment où les candidats redoublent de promesses. Nathalie a quelques occasions de s'exprimer dans les médias, mais très peu de temps pour développer ses idées. Alors, comme l'a dit un camarade, il faut que chacun soit « une télé sur pattes pour les faire connaître autour de lui ! »

## Jean-Pierre Mercier à Poissy : « pas sceptique, mais convaincu »

Le 6 mars, intervenant devant 40 travailleuses et travailleurs à Poissy, dans les Yvelines, Jean-Pierre Mercier a tout d'abord dénoncé la guerre menée en Ukraine contre les peuples.

Il a ensuite montré l'urgence de s'attaquer au système qui génère ces guerres, rappelant que c'est justement la colonne vertébrale de la campagne de Nathalie Arthaud, qu'il venait représenter dans cette réunion.

« Comment faire pour que les populations russe et ukrainienne se parlent et s'organisent ? » a commenté l'une des participantes, exprimant l'angoisse de tous. Un autre se disait « sceptique, je doute de tout, en réfléchissant je crois qu'il faut supprimer l'argent sur terre, en faisant prendre conscience de cela sur les réseaux ». Au contraire, « je ne suis pas sceptique, a dit Jean-Pierre, je suis convaincu et je

n'ai pas envie d'attendre qu'on puisse vivre sans argent... Il y a urgence à agir, s'organiser, prendre conscience, avoir une politique pour les travailleurs et, quand il y aura un coup de colère, ne pas loucher le coche, ne pas se laisser arrêter par les chefs syndicaux ou les Mélenchon. »

Une participante, travailleuse indépendante, rappelait que tous les patrons ne sont pas tous des exploiters. Sans doute, mais le petit entrepreneur vivant de son travail ne doit pas empêcher de voir le grand patronat qui règne sur la société. « Les patrons devraient redescendre de là-haut : sans travailleurs, pas de bénéfices, pas

de société », a dit notre camarade. Dans une ville qui est aussi celle d'une des usines Stellantis-PSA, il a rappelé que, comme les autres travailleurs, il a participé à fabriquer les milliards de profits de la famille Peugeot, dont le premier salarié, le PDG Carlos Tavares, « gagne 52 000 euros... par jour, alors imaginez ce que gagne la famille Peugeot ! »



## Le “féministomètre” est défaillant

À l'occasion de la journée du 8 mars, l'association Osez le féminisme ! a publié un « féministomètre », qui compare les candidats à l'élection présidentielle, sur la base de leur programme électoral. Nathalie Arthaud est ainsi classée « pas

féministe », entre Péresse et Dupont-Aignan, et moins bien que Macron. Philippe Poutou est qualifié de « plutôt féministe ». Les mieux classés sont Jean-Luc Mélenchon, Anne Hidalgo et Fabien Roussel, qui ont en commun l'appartenance à

la gauche institutionnelle.

Comme l'a tweeté Nathalie Arthaud : « Si le féminisme se mesure aux kilos de promesses électorales, à ce compte-là Flora Tristan, Louise Michel et Clara Zetkin auraient été classées misogynes !!! »



# Hausse des prix : ceux qui vont payer... et ceux qui empochent

Alors que, depuis des mois, les travailleurs et les familles populaires subissent déjà l'inflation, c'est désormais une explosion des prix qui s'annonce. Macron et ses ministres évoquent désormais la guerre en Ukraine pour justifier que les classes populaires devront se serrer encore plus la ceinture.

Le prix du gazole, en augmentation de 14 centimes le litre en une semaine, et de l'essence, annoncée à plus de 2 euros sur tout le territoire dans les jours qui viennent, atteignent des niveaux record. Tous les prix augmentent, et personne ne peut dire où s'arrêtera la valse des étiquettes. Le 1<sup>er</sup> mars, les grandes surfaces en France ont annoncé des augmentations dans les rayons de 3 à 4% dès avril prochain, pour compenser l'augmentation des prix en amont de leurs rayonnages.

Bien sûr, la guerre déclenchée par Poutine ajoute un élément d'instabilité dans l'économie mondiale, d'autant que la Russie est un

gros fournisseur de gaz et de pétrole, dont les prix s'affolent sur le marché mondial. Mais, pour les trusts du pétrole, qui s'entendaient déjà pour faire monter les cours, elle est pain béni, de même que pour les spéculateurs. Toutes les matières premières, jusqu'aux produits agricoles de base et en particulier les céréales, sont entraînées dans une spirale haussière qui est payée en dernier ressort par la population. L'explosion des prix serait un « sacrifice nécessaire » selon Bruno Le Maire, « le prix de la liberté pour l'Ukraine » a osé Macron. Eux sont dans leur rôle, qui est de prêcher la résignation

aux travailleurs quand les capitalistes, depuis les magnats du pétrole jusqu'aux géants de la grande distribution, font bondir les prix pour préserver et même augmenter leurs profits.

Si les prix flambent, il faut imposer que les salaires flambent aussi. Les travailleurs n'ont aucune raison d'accepter de subir les conséquences d'une guerre qui n'est pas la leur!

Boris Savin



## Macron : prêt à continuer au service du grand patronat

Macron a déclaré officiellement sa candidature le 3 mars dans une « lettre aux Français » publiée dans la presse.

Cette annonce n'a bien sûr surpris personne et, en réalité, elle ne changera rien : en tant que candidat non déclaré, Macron était omniprésent dans les médias. On se doute bien que, maintenant, il ne le sera pas moins.

Le candidat-président Macron a déjà prévenu qu'il était trop occupé par le conflit pour avoir le temps et l'esprit pour débattre avec les autres candidats. Toutefois, son agenda de « sauveur de la paix » lui laisse quand même le loisir de faire des déplacements, comme à Poissy lundi 7 mars, où les médias ont été conviés à assister à des échanges avec un public trié sur le volet et des questions rédigées à l'avance.

Le président sortant compte mettre son bilan en avant. Des affiches ont commencé à être collées, et sur certaines figures en gros le slogan : « Merci Macron ». Le bilan dont il est si fier est celui dénoncé par les gilets

jaunes, les manifestations des soignants, les grèves de l'hiver 2019-2020, et qui continue de lui attirer l'hostilité bien méritée du monde du travail. C'est le développement de l'emploi précaire, la réduction des droits des chômeurs, le système hospitalier exsangue... Dans ce bilan, il faut ajouter la guerre acharnée contre les migrants, le renforcement des pouvoirs de la police, l'augmentation des budgets militaires et, sur le plan politique, la poussée continue de l'extrême droite, que cette situation a favorisée.

Ceux qui ont toutes les raisons de remercier Macron, ce sont les classes riches, les actionnaires, le grand patronat. Ceux-là ont bénéficié de la baisse des impôts des entreprises, de la suppression de l'ISF, de l'argent public déversé dans les coffres patronaux, avec pour résultat l'explosion des profits du CAC 40, l'augmentation du nombre de millionnaires et de leur fortune.

Les vagues allusions de Macron à son programme sont de la même veine que le bilan des cinq années écoulées, avec de nouvelles baisses des impôts patronaux et le report de l'âge de départ à la retraite. En guise de mesure sociale, il n'a trouvé que la suppression de la redevance télévision, que de toute façon les contribuables paieront autrement.

Macron annonce la couleur : s'il est réélu, il poursuivra la même politique antiouvrière que durant les cinq dernières années. Mais, quel que soit le nom du prochain locataire de l'Élysée, il se fera l'exécutant des volontés du grand patronat et de la bourgeoisie. Les travailleurs ne pourront compter que sur leurs luttes, sur les grèves et les manifestations, pour imposer leurs revendications les plus essentielles. La seule façon de le dire, dans cette élection présidentielle, sera de voter pour Nathalie Arthaud.

Sacha Kami

## Réunions publiques avec Nathalie Arthaud

Dijon

Vendredi 11 mars à 18 heures

Palais des congrès

Marseille

Mercredi 16 mars à 19 heures

Salon Magallon

Toulouse

Jeudi 17 mars à 20 h 30

Salle du Sénéchal

Bordeaux

Vendredi 18 mars à 18 h 30

Espace culturel

La Grande Poste

Creil

Samedi 19 mars à 18 h 45

Salle Georges-Brassens à Villers-Saint-Paul

Caen

Jeudi 24 mars à 19 heures

Centre de congrès

Rennes

Vendredi 25 mars à 20 h 30

Salle de la Cité

Fête de Saint-Nazaire

Samedi 26 mars de 16 heures à 24 heures

Alvéole 12 - Base sous-marine

avec Jean-Pierre Mercier

Grand-Charmont

Samedi 12 mars à 15 h 30

Halle polyvalente des Acacias

Fête de Mulhouse

Dimanche 20 mars à partir de 11 h 30

Complexe sportif (CMCAS) Rixheim

## Fêtes de Lutte ouvrière

Fête d'Angers

Samedi 19 mars de 16 heures à minuit

Banquet

d'Argenteuil

Samedi 19 mars à 19 heures

Communiste, révolutionnaire, internationaliste!

Éditions les Bons Caractères - 204 pages - 10 euros  
Disponible auprès de nos camarades, dans les librairies, et sur le site des Bons Caractères : [www.lesbonscaracteres.com](http://www.lesbonscaracteres.com)



Meeting central de Nathalie Arthaud

Dimanche 3 avril à 15 heures au Zénith Paris-La Villette

Des départs collectifs sont organisés en région.

La liste est disponible sur le site [nathalie.arthaud@info](mailto:nathalie.arthaud@info)





## CMA-CGM : armateurs et étranglants

Le 4 mars, la CMA-CGM, armateur marseillais et troisième groupe mondial pour les conteneurs, a publié ses résultats. La société multiplie son bénéfice par dix, à près de 18 milliards de dollars, suivant de près Total, champion français pourtant trois fois plus gros en termes de chiffre d'affaires.

Les autres grands armateurs, concurrents et complices de la CMA-CGM dans le petit groupe de ceux qui contrôlent 80 % du commerce maritime mondial, ont annoncé des résultats tout aussi mirobolants. Il n'y a pourtant eu l'an passé ni sensationnelle innovation technique ni explosion du trafic, qui n'a augmenté que 5 % par rapport à 2020. Au contraire, le transport maritime s'est illustré par de multiples dysfonctionnements.

Le transport maritime mondial, c'est-à-dire 90 % du transport de marchandises,

fonctionne à flux tendu et avec le minimum d'investissements en temps normal. Il a en fait été incapable d'absorber le retour à l'activité et la hausse de la demande consécutive à la fin de la pandémie. La taille des bateaux ayant augmenté plus rapidement que la profondeur des ports, la longueur des quais et la hauteur des grues, des centaines de porte-conteneurs géants ont attendu, parfois des semaines, devant les seuls ports capables de les accueillir. Une fois les conteneurs débarqués, il n'y avait ni assez de trains, ni assez de camions, ni assez

de routes, ni même parfois assez de bras pour leur faire quitter les aires de stockage. Ensuite, les conteneurs vides se sont accumulés par centaines de milliers, à Chicago, à Rotterdam où ailleurs, car les armateurs préféraient faire repartir les navires sans cargaison que d'attendre le retour des boîtes vides. Il en est résulté une pénurie de conteneurs dans les ports de départ, en Asie.

L'économie mondiale a donc connu de multiples désorganisations et pénuries, car les pièces détachées et les produits semi-finis nécessaires à la production d'une usine donnée peuvent venir du monde entier et faire parfois plusieurs voyages. La production

automobile a ainsi manqué de semi-conducteurs, le bâtiment n'avait pas assez de matériaux, le commerce attendait des cartons, la presse voulait du papier, etc. Tout cela a évidemment entraîné des hausses de prix, mais aucune n'a été aussi élevée que celle imposée par les armateurs. Le prix de transport d'un conteneur entre la Chine et les États-Unis est passé par exemple de 2000 à 20000 dollars et, pour les autres capitalistes, il a bien fallu en passer par là où les armateurs voulaient ! C'est ainsi qu'ont été obtenus les bénéfices des trois sœurs du conteneur, MSC, Maersk et la CMA-CGM, et de quelques autres. Le patron de Maersk a pu dire que ses bénéfices sont « *le résultat d'une*

*situation exceptionnelle causée par des difficultés sur la chaîne logistique* ».

La division mondiale du travail et la concentration du capital ont fait qu'une poignée d'armateurs géants ont la main, ou plutôt le couteau, sur l'aorte de l'économie mondiale. Ils se servent de leur position pour extorquer un surprofit phénoménal, c'est-à-dire pour augmenter la part qu'ils prélèvent sur le travail du prolétariat mondial. Et pourquoi devraient-ils se préoccuper du fonctionnaire général de l'économie, des torts qu'ils causent aux autres capitalistes voire même du sort de la population travaillante qui, en définitive, paiera la note ?

**Paul Galois**



ERIC HOURI

## Colombie : l'avortement autorisé jusqu'à 24 semaines

Après 518 jours de délibérations, la Cour constitutionnelle de Colombie a accepté par cinq voix contre quatre que l'avortement soit dépénalisé jusqu'à 24 semaines de grossesse.



Ce vote a déclenché une explosion de joie chez les femmes, jeunes et moins jeunes, mobilisées pour le droit à l'avortement.

Inspirée par la victoire des femmes argentines, et portant elles-mêmes le foulard vert de la lutte pour ce droit, c'est en effet Cause Juste,

une coalition d'organisations de femmes, regroupant diverses associations, y compris des femmes médecins, qui avait saisi la Cour constitutionnelle il y a deux ans. Ces femmes dénonçaient la criminalisation de l'avortement comme une violation des droits des femmes.

Cette décision rétroactive devrait permettre de faire sortir des dizaines de Colombiennes de prison et les faire bénéficier d'une juridiction plus favorable dans une région où le poids des Églises catholique, protestante ou évangéliste a toujours été un frein puissant au droit à l'avortement libre, sûr et gratuit. Sous une présidence archi-réactionnaire qui cite dieu à

toute occasion, avec un Parlement à sa botte, ce droit était loin d'être gagné. L'astuce consistant à aller déposer la demande à la Cour constitutionnelle, qui ne compte que neuf personnes à convaincre, a été pour une fois payante. Mais cette victoire est d'abord le fruit de seize années de luttes des femmes.

En 2006, elles avaient imposé la dépénalisation de l'avortement dans trois situations : le viol, une malformation grave du fœtus et un risque pour la santé de la mère. Parmi les arguments défendus par Cause Juste et qui ont pesé figure le caractère inégalitaire de l'interdiction de l'IVG, qui sanctionne les femmes les plus démunies, sans moyens

pour les avortements clandestins, et surtout le fait que l'interdiction ne les a jamais empêchés. En Colombie en 2021, on recensait 70 femmes décédées suite à un avortement et plus de 135 000 consultations médicales découlant d'une IVG.

C'est un nouveau succès de la mobilisation des femmes. Mais, en Amérique latine, bien des pays ont encore une législation interdisant tout avortement : le Honduras, le Salvador, le Nicaragua, Haïti et une grande partie du Mexique. Ainsi, au Salvador, une femme accusée d'avoir avorté risque encore jusqu'à 50 ans de prison !

**Jacques Fontenoy**

## Saint-Domingue : un mur de la honte

Le président de la République dominicaine a inauguré, dimanche 20 février, les travaux de construction d'un mur le long de la frontière avec Haïti, pays avec lequel elle partage l'île d'Hispaniola. Ce mur devrait avoir

164 kilomètres de long, sur les 380 que compte la frontière, et quatre mètres de haut. En outre, 70 tours de contrôle et de surveillance seront construites, pour que l'armée puisse empêcher les migrants haïtiens fuyant

la misère et les bandes armées qui terrorisent la population, de passer de l'autre côté de la frontière dans l'espoir d'y trouver une vie meilleure.

Dans son discours, le président dominicain, Luis Abinader, connu

pour ses prises de position antimigrants, a osé affirmer : « *Cette barrière bénéficiera aux deux pays !* » Selon lui, elle permettra « *de lutter contre les mafias de trafic d'êtres humains, le trafic de drogue et les ventes*

*d'armes* ». Comme tous les dirigeants qui érigent des murailles pour prétendument protéger leur population, il vomit sa haine xénophobe en insultant les plus pauvres qui tentent de survivre.

**M.L.**



## Épidémie : trêve électorale pour le virus

**Bombardé chef de guerre diplomatique et économique après s'être autoproclamé chef de guerre sanitaire, le candidat Macron ne pouvait pas se permettre d'entrer en campagne électorale sans se prévaloir d'une victoire sur le front épidémique.**

Le soldat Castex a donc annoncé jeudi 3 mars la levée du passe vaccinal et de l'obligation du masque à partir du 14 mars, sauf dans les transports en commun et les établissements médicaux.

La déclaration du Premier ministre a même eu lieu précisément le jour de l'officialisation de la candidature de Macron, en s'asseyant allégrement sur les critères avancés par le ministre de la Santé Véran tout juste huit

jours auparavant, le nombre de patients en soins intensifs et surtout le taux d'incidence étant encore nettement supérieurs aux objectifs qu'il avait fixés.

Le Covid désormais porté disparu des plateaux de télévision, on voit arriver le moment où les larmes de crocodiles à propos du travail des soignants seront totalement effacées des discours des dirigeants, comme les ouvriers, les éboueurs ou

les caissières en ont été évacués dès la fin du premier confinement.

Dans la continuité des 5 700 fermetures de lits de 2021, la pression budgétaire sur les hospitaliers et les soignants va se poursuivre, ne serait-ce qu'en prétendant qu'il faut compenser les dépenses de santé réalisées pendant la pandémie. En plus, l'obligation vaccinale reste en vigueur pour les soignants, avec les

sanctions scandaleuses et le surcroît de désorganisation qui en découlent. Les démissions se multiplient à l'hôpital et, au rythme actuel, l'inflation aura tôt fait de rattraper les maigres revalorisations du Ségur de la Santé.

Dans la santé comme partout ailleurs, le combat pour les salaires et des embauches est plus que jamais à l'ordre du jour.

**Sacha Kami**

## Porc et produits laitiers : baisse de revenus pour les agriculteurs

**Suite à la flambée des prix des céréales et à la baisse du prix du porc, les éleveurs subissent une nouvelle crise. L'État a décidé de débloquer 270 millions d'euros, soit 15 000 euros par exploitation. Autrement dit, il verse aux agriculteurs de quoi survivre quelques mois.**

Le prix du porc est marqué par son caractère cyclique avec de fortes hausses, notamment l'été, suivies de fortes baisses. En 2021, les éleveurs n'ont connu que quatre mois d'embellie et la baisse du prix depuis l'été est de plus de 30 centimes par kilo (de 1,55 à 1,23 euro). Pour justifier leur choix de baisser les prix, les abattoirs ne manquent pas d'arguments avec la baisse des exportations vers la Chine, la concurrence en Europe ou encore le mauvais temps pendant l'été qui a limité les grillades et barbecues.

Incités par les abattoirs ces dernières années, de nombreux éleveurs ont rénové et modernisé leurs bâtiments. Les abattoirs s'inquiètent du vieillissement des bâtiments d'élevage

notamment en Bretagne et ont besoin de fournisseurs performants. Ces dernières années, suite à l'épidémie de peste porcine, les abattoirs ont voulu profiter de la pénurie temporaire sur le marché chinois pour exporter du porc. Il fallait être le plus rapide à vendre. Maintenant que le marché est bouché, aux agriculteurs d'assumer la baisse de prix et les investissements réalisés.

Face aux problèmes des éleveurs, le ministre de l'Agriculture fait mine de taper du poing sur la table et promet qu'il va faire pencher la balance du côté des agriculteurs. Mais évidemment il n'en est rien. Les abattoirs, qui sont également transformateurs, ont été condamnés en 2020 pour

entente sur les prix. Dans ce cartel du jambon, la Cooperl s'en était sortie en faisant du chantage à l'emploi pour ne pas payer l'amende de 35,5 millions d'euros, avec l'accord de l'État.

Les éleveurs subissent dans le même temps la flambée du prix des céréales qui sont à la base de l'alimentation des porcs (maïs et blé principalement) et qui représentent deux tiers de leurs coûts de production. Les éleveurs ne peuvent pas supporter ces charges supplémentaires, liées essentiellement à la spéculation. De plus ce sont les abattoirs qui décident du prix auquel ils achètent. Certains abattoirs, comme la Cooperl, jouent sur les deux tableaux en tant que vendeurs d'aliments et ont beau jeu de se présenter comme partenaire des éleveurs.

La production laitière est marquée par la même mainmise des capitalistes de la transformation et de la grande distribution. Après avoir poussé les éleveurs à



J. GICQUEL 20 MINUTES

convertir leur exploitation à l'agriculture biologique, ils ont décidé, suite à la stagnation de la demande, de baisser le prix qu'ils paient. Celui du lait biologique se rapproche de celui du lait conventionnel.

Tant que le marché était porteur, les laiteries et la grande distribution ont cherché à produire toujours plus. Ils savaient que la demande de lait bio, plus cher, était limitée, et comment s'en étonner quand chaque jour les travailleurs voient leur pouvoir d'achat rogné ?

Aujourd'hui, les laiteries font subir les conséquences de leurs choix aux agriculteurs et déclassent le lait biologique en lait

conventionnel. La perte est pour certains de plusieurs milliers d'euros. Les conversions en bio sont bloquées et certains agriculteurs qui ont entamé leur conversion ne savent pas si un jour leur lait sera payé au prix du bio. Bien sûr, les consommateurs n'ont pas vu le prix du litre de lait baisser.

Dans cette crise, les agriculteurs ne pourront pas trouver de solution du côté des capitalistes de l'industrie et de la grande distribution ou de l'État. On ne pourra imposer un prix rémunérateur aux agriculteurs sans faire payer les consommateurs qu'en prenant sur les profits.

**Correspondant LO**



### Nos lecteurs écrivent

## Non aux augmentations du chauffage !

« J'habite en HLM. Avec des voisins, nous nous mobilisons contre les augmentations de charges de chauffage.

Parce que notre chauffage est collectif et que notre bailleur social est Partenord, nous faisons partie des millions de locataires pour qui le tarif de gaz n'avait pas été gelé par le gouvernement.

Fin janvier, nous avons reçu un premier courrier de Partenord, annonçant

qu'il fallait nous attendre à une augmentation des charges pour le chauffage. Sur ce courrier, graphique illisible à l'appui, le prix du gaz imposé par les trusts de l'énergie allait encore augmenter en 2022.

Un exemple était fourni avec une augmentation de 25 euros par mois.

Quand les relevés de loyers sont arrivés, ça a été le coup de bambou : pour tous, les charges de chauffage étaient multipliées par

deux, voire plus, avec un maximum de 55 euros par mois. (...)

Nous nous sommes réunis et avons voté deux revendications : refus des augmentations injustes et transparence des méthodes de calcul et nous avons décidé de lancer une pétition sur plusieurs entrées d'immeubles.

À peine notre pétition lancée, tout le quartier recevait une lettre du directeur de Partenord pour dire

qu'il voulait nous éviter de payer des sommes énormes lors de la régularisation de charges.

Il proposait un numéro de téléphone pour ceux qui voulaient discuter d'un échelonnement pour payer l'augmentation.

La colère est d'autant plus grande que les logements ont été laissés à l'abandon, sans réelle maintenance ni rénovation (...)

Le gouvernement a depuis annoncé qu'il

généraliserait le gel jusqu'en juin du tarif du gaz aux locataires collectifs. Mais personne n'est dupe parmi nous : un gel, cela ne veut pas dire le remboursement de ce que l'on a déjà payé.

Notre colère peut donner des idées à d'autres. Rien que Partenord compte plus de 50 000 logements dans les Hauts-de-France. »

**Un lecteur du quartier du Tilleul de Wattrelos**



## Macron et les droits des femmes : cause toujours

**Le candidat Macron a félicité le président Macron pour son bilan concernant les droits des femmes. Il est bien le seul ! En réalité, les droits des femmes ont régressé, pour la bonne raison que l'ensemble de la classe ouvrière, dont les femmes constituent la partie la plus exploitée, a été attaquée par le gouvernement Macron et le patronat.**

La lutte contre l'oppression des femmes a été érigée au rang de « grande cause du quinquennat », ce qui ne coûtait pas un centime. Mais derrière la façade, la réalité a été les économies dans le financement des associations d'aides aux femmes, réduisant de fait les moyens pour les femmes d'échapper aux violences sexistes. Les mesures réelles pour lutter contre les violences ont été dérisoires. 500 bracelets anti-rapprochement ont

été distribués et 3 000 téléphones « grave danger ». Cela ne représente que 2 % des cas de violences conjugales.

Les députés pro-gouvernement ont fini, après des débats sans fin, par voter un allongement de la durée pour une IVG, mais les centres pour pratiquer des IVG continuent de fermer. Et, pour bien des femmes des milieux populaires, accéder à la contraception reste un parcours de la combattante.

Non seulement le gouvernement n'a pas lutté contre les discriminations dans les entreprises, mais il a même eu le cynisme d'aider le patronat à camoufler ce problème. Il a créé un « index de l'égalité », qui a permis aux directions des entreprises de s'attribuer elles-mêmes de très bonnes notes sur cette question, quelle que soit la réalité vécue par les travailleuses. Ainsi le champion de l'index en 2021 a été Air Liquide, avec 99 points/100, alors même que l'écart entre la rémunération moyenne des hommes et celle des femmes s'y monte à 2 000 euros.

Et surtout, toute la politique de Macron a abouti à augmenter la précarité et la



Manifestation du 8 mars 2022.

pauvreté, dont les femmes travailleuses sont les premières victimes.

Il n'y a rien à attendre des gouvernements passés ou à venir. Le combat contre l'oppression des femmes exige de ne pas se contenter de lois censées les protéger. Dans une société dont le fondement est l'exploitation, la domination des plus riches et le respect de la hiérarchie sociale, rien venant d'en haut ne peut les protéger. Il n'y a qu'à voir comment les mêmes préjugés persistent dans les commissariats à

l'égard des femmes venant porter plainte.

Dans les entreprises, quand une travailleuse proteste auprès de sa hiérarchie et met en cause les comportements sexistes de ses supérieurs, ce n'est pas elle qui est défendue. La question n'est pas seulement que « la parole se libère », mais comment imposer ses droits contre le système en place.

Seule la lutte collective en lien avec celle des exploités peut faire avancer le sort des femmes.

Marion Ajar

## Ehpad : en grève pour le respect des travailleurs et des résidents

**Le 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes a été choisi symboliquement pour une journée d'action dans les Ehpad, où les femmes représentent 90 % du personnel. Elles dénoncent les bas salaires, les conditions épouvantables qui conduisent aux accidents du travail et à la maltraitance des résidents, ainsi que la précarité et le sous-effectif permanent.**

Si le scandale Orpea a permis de lever le voile sur les conditions de vie révoltantes faites aux personnes âgées dépendantes, et les conditions de travail indignes qui vont avec pour les travailleurs des Ehpad du secteur privé, le sous-effectif et les bas salaires se retrouvent partout. « Quand

*vous voyez les conditions qui sont faites au personnel de l'hôpital public, pourquoi voudriez-vous que la situation soit meilleure en Ehpad ? Même si nous sommes globalement mieux lotis que les Ehpad privés, il n'y a pas assez de personnel et les paies restent insuffisantes dans le public aussi »,* témoignait

une aide-soignante d'un Ehpad public, où un débrayage avait lieu le 8 mars.

Pour traiter dignement les personnes âgées, les travailleurs des Ehpad, qui manifestaient symboliquement devant le siège d'Orpea, revendiquent la présence d'un soignant pour un résident, l'augmentation des salaires et la reconnaissance des accidents du travail et des maladies professionnelles. Celles-ci surviennent d'autant plus facilement que le personnel manque souvent des moyens élémentaires pour effectuer les transferts des personnes du lit au fauteuil,

les toilettes et autres gestes indispensables.

Le même jour, le ministre de la Santé, Olivier Véran, et sa ministre déléguée à l'Autonomie, Brigitte Bourguignon, après une visite à l'Ehpad de Fontenay-sous-Bois, ont annoncé le plan du gouvernement pour renforcer les contrôles des 7 500 Ehpad. Le gouvernement promet de mettre plus de moyens dans les agences régionales de santé pour effectuer des visites de contrôle en ciblant en priorité les établissements signalés. La mobilisation et le vaste plan promis par le

gouvernement commencent misérablement par une plateforme en ligne pour que les familles et les professionnels puissent signaler les cas de maltraitance.

Un nouveau numéro vert vient donc s'ajouter à la longue liste de ceux déjà créés par le gouvernement, pour faire mine de lutter contre d'autres oppressions et violences. Quant aux moyens nécessaires pour que les travailleurs des Ehpad puissent faire leur travail correctement et en vivre dignement, il faudra les arracher par la lutte.

Nadia Cantale

## Korian – Poissy : dire sa colère, ça fait du bien

**À l'Ehpad Île des Migneaux de Poissy, une vingtaine de salariées, 25 % des effectifs, ont suivi mardi 8 mars le mouvement national de grève appelé par la CGT dans le groupe Korian.**

Hors direction, 65 salariées seulement s'y occupent de 119 résidents jour et nuit, sept jours sur sept. C'est insuffisant. Le temps officiel pour faire une toilette est de 20 minutes. C'est trop peu, sauf à le faire mal, ce qui révolte les salariées. Un temps, la direction prétendait attendre que le taux d'occupation remonte pour embaucher. Il y a aujourd'hui 119 résidents pour 124 places

et non seulement il n'y a pas d'embauches, mais les six postes d'aides-soignantes supprimés il y a six mois n'ont pas été rétablis.

Les grévistes ont longuement manifesté devant l'Ehpad. Des collègues non grévistes ont apporté des cafés en solidarité. Quatre résidents sont aussi venus et l'un d'eux, prêtre ouvrier et ancien délégué CGT, est sorti dire aux journalistes

qu'il faut nationaliser les Ehpad et en bannir le profit privé. Une chorale de retraités CGT de ses amis étant venue apporter son soutien en chansons, les grévistes, emballées, ont repris Bella Ciao et intégré leurs revendications dans *Motivés, Motivés ! « Pour des embauches », « Pour du matériel », « Pour augmenter les salaires ! »* et même *« Pour 2 300 euros, motivées, La direction prétend que c'est cela le salaire chez Korian. Eh bien c'est le moment de s'exécuter !*

Correspondant LO





## SNCF IPSO : la colère monte

Pendant des années, la SNCF a répondu aux mobilisations cheminotes pour de meilleurs salaires en lâchant une myriade de primes ou des repos supplémentaires selon les endroits et les équipes. Mais depuis quelques mois, les directions SNCF s'attaquent au cas par cas à toutes ces primes et ces repos.

Alors que les prix augmentent et que la logique voudrait qu'on augmente les salaires, bien des cheminots voient donc leur revenu baisser. C'est le cas à IPSO, le secteur chargé de la maintenance des voies au sud-ouest de Paris. Depuis quelques mois, la direction inquiète les 1700 agents du secteur en parlant d'une « nécessaire remise à plat des accords locaux et droits d'usage ». Pour les cadres, tous les prétextes sont bons, allant de la culpabilisation

des agents qui perçoivent une prime que d'autres n'ont pas, à l'affirmation invérifiable que l'Urssaf aurait soudain découvert que ces primes sont illégales. Preuve que la menace est sérieuse, une réorganisation du travail dans une équipe chargée du désherbage a entraîné la suppression d'une prime de 700 euros.

Depuis plusieurs semaines, au fur et à mesure que les cheminots concernés prennent conscience de la



portée de ces attaques, de nombreuses réunions ont eu lieu : autour d'un chef, entre collègues, à l'appel d'un syndicat. Des cadres ont été interpellés. Le 21 février, une soixantaine d'agents, notamment de Trappes, Rambouillet et Brétigny, décidaient d'appeler tous les salariés d'IPSO à se rassembler le 8 mars au pied de la direction régionale, gare Montparnasse.

Quatre-vingt-dix agents étaient présents à ce rassemblement, pour dire qu'aucun travailleur ne doit perdre un centime. La SNCF annonce cette année près d'un milliard de bénéfice net : elle a les moyens de payer des salaires corrects. Une délégation de sept travailleurs, la plupart non syndiqués, a été élue pour exprimer les revendications de tous. Signe que la colère des agents

inquiète la direction, l'encadrement a réuni la maîtrise dès l'annonce du rassemblement. Des cadres ont essayé de prendre contact avec les militants syndicaux, dans l'espoir de calmer le jeu.

Après cette première mobilisation réussie, les manifestants ont bien l'intention de remettre cela lors des journées de grève prévues les 17 et 31 mars.

**Correspondant LO**

## Deliveroo : travail dissimulé, exploitation sans fard

Le 8 mars, le procès pour travail dissimulé de la plateforme de livraison de repas Deliveroo et de trois de ses ex-dirigeants s'est ouvert à Paris.

Cela fait suite à une enquête de l'inspection du travail, suivie d'une autre

réalisée par les gendarmes, concluant que de 2015 à 2017 les livreurs de Deliveroo,

présentés comme des travailleurs indépendants, auraient dû être considérés comme des salariés.

Deliveroo, qui employait à l'époque 2000 autoentrepreneurs ou prétendus tels selon l'entreprise, a ainsi employé des livreurs sans congés payés, sans couverture santé, sans droits au chômage, et a grugé l'Urssaf de près de 6,5 millions d'euros de cotisations. La justice a d'ailleurs saisi trois millions à titre conservatoire.

Les dirigeants de l'entreprise protestent en disant que, depuis plusieurs années, leurs méthodes ont changé, que les coursiers ne peuvent plus être

mis à l'amende en cas de retard, qu'ils peuvent choisir leurs courses, se connecter ou pas, porter la tenue de leur choix, qu'ils bénéficient d'une liberté et d'une flexibilité « conforme à la manière dont ils nous disent qu'ils aiment exercer leur métier » !

Cette « liberté » est celle de s'échiner en multipliant les courses par tous les temps, de risquer l'accident pour tenir les délais – et certains l'ont payé de leur vie –, de subir des cadences et des conditions de travail communes à bien des travailleurs mais sans les quelques protections sociales liées au salariat : tel

est le modèle des grandes plateformes de livraison de repas, qui ont d'ailleurs vu leur activité prospérer en 2021, puisque Deliveroo exploite aujourd'hui les services de 15 000 livreurs.

La plateforme compte sur la compréhension de la justice qui a rendu plusieurs décisions en sa faveur et validé son « modèle » dans des procès faisant suite à des plaintes individuelles. Mais une centaine de livreurs se sont constitués partie civile et beaucoup, par leurs mouvements et leur organisation, ont déjà montré ce qu'ils pensent du modèle en question.

**Sylvie Maréchal**



## Nos lecteurs écrivent : la sous-traitance aux services sociaux de Paris

Aux services sociaux de la Ville de Paris, cela fait des années que de très nombreux postes ne sont pas pourvus. La direction augmente la pression pour que nous acceptions de prendre les dossiers supplémentaires au détriment de notre santé et des personnes suivies.

La politique d'économies à tout prix ne touche pas seulement les agents qui dépendent directement de la

ville. Je voudrais dénoncer notamment les conditions de travail de ceux parmi nous qui sont employés par des entreprises sous-traitantes. Ces collègues sont particulièrement méprisés par leurs employeurs, mais aussi par notre direction.

Récemment, dans un des centres du 20<sup>e</sup> arrondissement, nous avons tous été bouleversés par l'accident grave de notre collègue qui a fait une chute en

nettoyant les fenêtres. Il est toujours dans un état très critique.

L'attitude de la direction nous a tous révoltés. Elle a maintenu l'accueil ouvert comme si de rien n'était. Puis, dès le lendemain, elle s'est empressée de rejeter la responsabilité pour cet accident sur la seule entreprise sous-traitante. Elle est même allée jusqu'à reprocher à notre collègue accidenté d'avoir pris des

risques faute de matériel de travail adéquat. Quelle hypocrisie ! Comment refuser de laver les carreaux avec un escabeau trop bas et sans perche, sans risquer de perdre son travail ? Devant nous, la direction faisait mine de découvrir les conditions dans lesquelles l'entreprise sous-traitante faisait travailler notre collègue depuis des années. C'était insupportable et nous le lui avons dit. (...)

Ce système permet aux entreprises sous-traitantes de presser les collègues comme des citrons. Il permet aussi à notre direction de s'en laver les mains tout en faisant des économies en choisissant les entreprises les moins chères et les moins scrupuleuses. En effet, l'équipe du ménage doit faire en deux heures le travail qui nécessiterait une heure de plus. (...)

**Une lectrice**



# Michelin : on ne paiera pas pour la guerre

## À Cholet

La direction de Michelin a annoncé fermer la majorité de ses usines en Europe, expliquant aux salariés que la guerre en Ukraine provoque une pénurie de noir de carbone. L'entreprise en importerait plus de 35% de Russie, via l'Ukraine, et dit n'avoir « pas de visibilité sur les approvisionnements pour les jours à venir ».

Michelin devance donc la pénurie et réorganise la production. Cela se traduit pour le site de Cholet par une fermeture du vendredi 4 mars à 13 heures jusqu'au mardi 8 mars à 5 heures, puis du vendredi 11 mars à 5 heures au lundi 14 mars à 5 heures. Cette décision de la direction est financée

par les salariés eux-mêmes, qui se voient imposer des jours de congé. Certains faisaient remarquer que, vu le rythme du travail, ils n'avaient rien contre un week-end de quatre jours, mais que ce n'était pas à eux de payer pour les problèmes logistiques de Michelin.

Tous les salariés sont perdants dans cette situation, en particulier ceux d'équipe du week-end, qui perdent jusqu'à six jours de congé d'un coup! Ces jours de repos imposés ne sont-ils que le début d'une longue série? En tout cas, chacun à l'usine sait que le patron dispose d'un outil supplémentaire pour ne pas déboursier un centime, avec le dispositif

du chômage partiel financé par l'État.

Comme l'a rappelé un militant CGT du site: « On nous prend des jours de congé pour pallier cette crise, quand l'entreprise en 2021 bat des records de bénéfices.



Lors d'une grève à Saint-Doulchard.

Quand ça va bien, ce sont les actionnaires qui se gavent, et quand ça va mal ce sont les salariés qui trinquent!»

Le Maire et Macron annoncent déjà la couleur: ce sont les classes populaires qui vont payer les

conséquences économiques de la guerre en Ukraine. Il faudra au contraire imposer aux patrons de prendre sur les bénéfiques qui, pour Michelin, ont atteint presque 2 milliards en 2021.

**Correspondant LO**

## À La Chapelle-Saint-Luc

À La Chapelle-Saint-Luc, près de Troyes, le site de Michelin a fermé vendredi 4 mars, puis du mercredi 9 au vendredi 11 mars.

La direction impose aux salariés de prendre des jours de repos ou de congé ces jours-là. Il est inadmissible que les travailleurs paient ainsi les

conséquences de la guerre en Ukraine.

Ces journées perdues viennent renforcer le refus de la direction d'augmenter les salaires au-delà de 2%, malgré des prix qui ne cessent d'augmenter et la perspective d'une inflation accélérée. Tout cela, alors que Michelin fait

des bénéfices records et ne remet pas en cause la promesse faite aux actionnaires de doubler leurs dividendes. Entre servir les actionnaires en prenant sur les profits et payer leur dû aux salariés, la direction de Michelin a visiblement fait son choix.

**Correspondant LO**

# Dassault Aviation : 100% d'augmentation des dividendes

**Vendredi 4 mars, Dassault Aviation annonçait le doublement des dividendes versés aux actionnaires: ceux-ci, pour l'essentiel le clan Dassault, encaisseront 208 millions d'euros au lieu de 103 millions l'an passé.**

Autant dire que cela a suscité l'indignation des travailleurs, lesquels le jour précédent à Argenteuil, avaient envahi une salle où la direction locale

tenait réunion. Le directeur avait fui les lieux et la colère des manifestants qui revendiquaient alors 200 euros d'augmentation, comme sur tous les sites. Ce

doublage des dividendes versés aux actionnaires avait été perçu comme une provocation et la revendication d'une augmentation de 300 euros, scandée par les grévistes, sonne maintenant comme une réponse à celle-ci.

Le mouvement revendicatif a démarré début décembre lorsqu'une grosse

commande de 80 Rafale passée par les Émirats arabes unis avait été annoncée, précisément pendant les négociations salariales. Depuis, d'autres commandes ont suivi, dans le civil avec des Falcon et aussi dans le militaire avec d'autres Rafale. Pour les satisfaire, Dassault Aviation annonce des montées en cadence de

production.

Les travailleurs savent bien que ce ne sont pas les annonces qui produisent les avions mais ceux qui les fabriquent. Alors, si la direction se contente jusqu'à présent de faire semblant d'augmenter les salaires, ils ne leur reste qu'à faire semblant de les produire.

**Correspondant LO**

# Merck Santé – Semoy : les salaires bloqués, ça ne peut plus durer!

**Depuis jeudi 3 mars au matin, la majorité des opérateurs de production mais aussi bon nombre de techniciens de laboratoire du site de Semoy, dans le Loiret, qui compte environ 500 salariés, se sont mis en grève.**

Les travailleurs protestent contre le mépris exprimé par la direction de ce groupe pharmaceutique richissime, qui continue à vouloir bloquer les salaires et vient de proposer une « augmentation » de seulement 1% en 2022, et encore uniquement pour les salaires inférieurs à 2200 euros! La direction n'a trouvé aucun syndicat pour signer cet accord.

Alors que tous les prix grimpent, que le coût des pleins d'essence ou des courses explose, la grande majorité des opérateurs ont trouvé ces propositions pour le moins irrespectueuses. D'autant que le site s'est agrandi pour augmenter la production et que les semaines de travail ont été rallongées! Bien des travailleurs ont demandé « de l'action » aux

délégués du site.

À partir du 3 mars, les travailleurs se sont donc rassemblés devant le site et ont bloqué la production des médicaments antidiabétiques. Ils se sont organisés, pouvant enfin discuter tous ensemble de ce qu'il faudrait comme salaire pour vivre dignement. Chaque fin d'après-midi, la grève a été revotée.

Alors que les profits explosent, engager la lutte pour l'augmentation des salaires est mille fois justifié!

**Correspondant LO**

## Ikea Factory

Vendredi 4 mars matin au Montage les Micra sont sorties avec 13 pièces différentes manquantes.

Les clients sont bons pour les commander sur Le Bon coin et les monter eux-mêmes.

**Renault Flins**

## Ajouter des zéros, c'est un métier...

À propos des 116 CDD de l'usine, le sous-préfet était tout content. Pour lui, il y a 6000 emplois à venir dans le Douaisis grâce à Renault et 15000 ou même 18000 emplois indirects en plus.

C'est comme les grosses têtes de Renault

ElectriCity qui nous annoncent 400000 voitures électriques produites en 2025.

Aucun d'entre eux ne sait ce qui se passera la semaine prochaine, mais ils voient tous très clair pour les années à venir.

**Renault Douai**



## Safran – Villaroche : cinq semaines de lutte pour les 200 euros

À l'usine Safran de Villaroche, en Seine-et-Marne, le mouvement de débrayages quotidiens d'une heure pour 200 euros d'augmentation de salaire est maintenant dans sa cinquième semaine, et la détermination reste intacte.

La mobilisation, rassemblant 200 salariés, s'est maintenue pendant toutes les vacances d'hiver. Chaque jour, les deux équipes ont tenu leur rassemblement le matin et l'après-midi. Pendant l'heure de débrayage, les ouvriers se montrent soit dans l'usine, soit au rond-point d'entrée. Là, la police

les attend souvent et a tenté de faire pression en allant trouver des militants syndicaux au local de l'entreprise. Les ouvriers ont donc décidé de montrer qu'ils veulent simplement informer de leur mouvement, en retournant au rond-point mais cette fois avec des tracts pour les salariés travaillant

en horaires normaux, ce qui a quand même nettement ralenti le trafic. La police, dépitée, ayant demandé qui était le chef, s'est entendue répondre : "Nous sommes tous des chefs!"

Ces moments sont toujours une occasion de constater que le mouvement rencontre la sympathie et que la persistance de leur mobilisation gagne le respect de beaucoup. En fin de semaine, un chef s'est permis d'aller voir certains ouvriers pour tenter de les dissuader de continuer. Immédiatement

l'information a circulé. Dès le lendemain matin, c'est tout le groupe des cent travailleurs en débrayage qui est allé trouver le chef pour lui signifier que, s'il touchait à un seul d'entre eux, c'est à tous qu'il aurait affaire : s'il voulait parler, qu'il le fasse devant tout le monde ! À un autre chef, tentant d'utiliser la guerre en Ukraine pour dire que ce n'est pas le moment de revendiquer, il a été répondu qu'il n'était pas question que les travailleurs payent. Leurs revendications salariales sont d'autant

plus justifiées avec une inflation encore plus forte.

Les ouvriers mobilisés informent de leur mouvement ceux de l'usine de Corbeil, dans le département voisin, et cela a encouragé à reprendre la mobilisation sur ce site, avec un débrayage prévu pour jeudi 10 mars. Cette journée pourrait être un temps fort aussi à Villaroche, où certains voient que, pour faire reculer la direction, il faudra une épreuve de force importante.

**Correspondant LO**

## Thales – Vélizy : la mobilisation pour les salaires continue



Depuis trois semaines, chaque jeudi, les travailleurs de Thales Vélizy, dans les Yvelines, et ceux des sites voisins mènent des actions ensemble le matin, et l'après-midi avec les salariés

mobilisés de Dassault Systèmes. Jeudi 3 mars, malgré les vacances, les revendications se sont fait entendre.

Le matin, les débrayages ont commencé avec le blocage des entrées de l'usine

de Vélizy. Cela a perturbé la production et a aussi été un rendez-vous où les salariés mobilisés et les autres, solidaires, se sont retrouvés à discuter du mouvement, dans une bonne ambiance, avec une dose de colère en plus à l'annonce toute fraîche des résultats faramineux du groupe. En 2021, le groupe engrange en effet un bénéfice net de plus d'un milliard en (483 millions d'euros en 2020), une augmentation de 45 % des dividendes aux actionnaires, dont Dassault, une envolée de 30 % des actions en raison de la guerre en Ukraine. Thales, géant

mondial de l'électronique civile et militaire, aura pour l'année 2022 quatre milliards en trésorerie, dont la moitié est prévue pour le rachat des actions Thales.

À la fin de la matinée, l'assemblée générale a rassemblé une centaine de personnes pour préparer le jeudi 10 mars. Rendez-vous était pris pour un rassemblement devant le siège du groupe à La Défense, au pied de la tour Carpe Diem.

L'après-midi, comme les jeudis précédents, ils ont manifesté avec les travailleurs en débrayage de Dassault Systèmes, tout proche. Des

liens commencent à se tisser. La manifestation a réuni 250 personnes, contentes de ne pas lâcher et déterminées à poursuivre les actions et à entraîner d'autres collègues. Le rendez-vous pour une quatrième manifestation commune jeudi 10 mars après-midi était pris.

Sur de nombreux sites du groupe Thales, à Valence, Vendôme, Châtelleraut, Méru, Toulouse, Bordeaux, etc., les travailleurs sont mobilisés et tiennent à le rester tant que de vraies augmentations n'auront pas été arrachées.

**Correspondant LO**

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

*Lutte ouvrière* est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mars 2022.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

*Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.*

Sur Internet  
[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)  
**Vidéos** [www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
**Audio-LO** [www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)



# Guerre en Ukraine : **les armes politiques nécessaires**

L'horreur des bombardements en Ukraine et le spectacle, transmis par les télévisions, d'une population souvent désarmée qui doit les subir, suscitent l'émotion et la question : que faire pour aider la population ukrainienne à résister ?

Dans les pays occidentaux, nombre de responsables politiques et de commentateurs s'appuient sur ce sentiment pour s'emparer de la question. Ils évoquent sinon la nécessité d'une intervention directe, qui conduirait à un conflit généralisé, du moins celle de livrer des armes à la population ukrainienne.

Pourtant des armes sont déjà fournies à l'Ukraine, ou plutôt au régime ukrainien, par les États occidentaux. Leurs dirigeants s'appuient sur les mêmes sentiments de solidarité existants pour justifier ces envois et le renforcement de leurs propres budgets et arsenal militaires, naturellement en invoquant la « défense de la paix ».

Alors la vraie question est politique. Elle est de savoir qui fournit les armes et surtout, à qui on les confie. En se présentant comme les alliés naturels de la population ukrainienne pour sa défense, les dirigeants impérialistes cachent leur responsabilité énorme dans cette guerre, comme dans la situation

catastrophique du monde entier, soumis à leur domination. Ils justifient aussi la poursuite de leur politique et leurs guerres futures.

À de multiples reprises dans le passé, ces mêmes puissances ont choisi « d'armer des populations », pour s'en servir dans leurs guerres d'intérêts. Il faut se souvenir de la façon dont les Kurdes de Syrie ont été utilisés par les puissances impérialistes pour combattre l'État islamique, et abandonnés ensuite face à l'armée turque. Bien des Afghans, utilisés de la même façon avant d'être abandonnés face au régime taliban, pourraient en parler aussi.

Quand des armes sont fournies en Ukraine, comme c'est déjà le cas, elles sont d'ailleurs fournies à l'armée ukrainienne, au régime ukrainien. Même attaqué par la Russie, il n'a rien d'un régime défendant les intérêts des classes populaires et affiche même son caractère réactionnaire et antiouvrier.

La défense de la popu-



UKRINFORM DPA

lation ukrainienne face à l'avancée de l'armée russe, ce régime l'envisage à sa façon, en fonction de ses intérêts politiques. Les milices territoriales mises en place par le gouvernement Zelensky sont encadrées par ses officiers. Même s'ils n'ont pas tous été formés ces derniers temps par des instructeurs militaires américains, canadiens ou britanniques, il est assez facile de deviner qu'ils ont été choisis pour la fermeté de leurs positions nationalistes, de leurs idées réactionnaires et de leur adhésion aux valeurs du régime en place.

Toute la situation est utilisée par le régime pour faire adhérer la population à son nationalisme pro-occidental et l'éloigner de toute idée de solidarité avec les travailleurs russes, eux

aussi victimes du régime de Poutine et qui, dans la lutte contre celui-ci, pourraient être les meilleurs alliés des travailleurs d'Ukraine. C'est pourtant aussi ce sentiment de solidarité qui pourrait être une aide pour s'adresser aux soldats russes eux-mêmes, pour les retourner contre des dirigeants qui les ont engagés malgré eux dans une aventure militaire fratricide.

Alors oui, la population et les travailleurs d'Ukraine ont besoin d'être armés, mais d'abord armés d'une politique, tant contre leur propre régime que contre celui de Poutine. La solidarité entre Russes et Ukrainiens, qui parlent le plus souvent la même langue, qui ont longtemps vécu dans le même pays et que rien ne

séparait vraiment, ne pourra resurgir qu'en dépassant le nationalisme étroit des dirigeants, dans un internationalisme qui ne pourra se baser que sur la classe ouvrière des deux nations.

Armés de cette politique, les travailleurs d'Ukraine pourraient facilement trouver les armements nécessaires, sans compter sur les apports intéressés et calculés de quelques grandes puissances, mais tout simplement en allant puiser dans les usines et les stocks d'armement de leur propre pays et de son armée. Et ils auraient aussi à se défendre contre leur propre régime qui ne les laisserait ni s'organiser de façon autonome ni prendre les armes hors de son contrôle.

Marion Ajar

## Mali : l'embargo affame les populations pauvres

Cet article est l'éditorial du mensuel **Le pouvoir aux travailleurs** du 20 février, édité par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI - UCI)

Les conséquences de l'embargo qui frappe le Mali depuis le 9 janvier dernier sont catastrophiques pour la plus grande partie de la population. Comme il fallait s'y attendre, la flambée des prix qui a démarré bien avant l'embargo s'est amplifiée. Même la viande de bœuf, dont le Mali est pourtant un important producteur, est devenue un aliment de luxe que les petites gens ne peuvent plus se payer. Les grossistes profitent de cette situation pour stocker des produits comme le riz et les écouler au compte-gouttes afin d'augmenter leurs marges.

Officiellement l'embargo ne concerne pas les produits de première nécessité, mais de nombreux camionneurs transportant du riz en provenance du port d'Abidjan sont bloqués à la frontière ivoiro-malienne. Et puis,

contrairement à ce qu'ont prétendu les dirigeants de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) tous unis derrière Macron, l'embargo qu'ils ont décidé n'est pas destiné à punir la junte et à la contraindre à organiser des élections plus rapidement, mais à affamer la population malienne en espérant qu'elle finisse par se révolter contre le pouvoir.

En agissant ainsi, Macron et ses alliés de la CEDEAO ont au contraire permis aux galonnés de Bamako de se poser comme des défenseurs de la population malienne face à ceux qui voudraient les affamer et d'imposer leur diktat. C'est ainsi que la junte malienne a mobilisé les moyens de l'État pour propager son discours nationaliste anti-français et anti-Cédéao. Elle a organisé des défilés

populaires à Bamako et dans les principales villes du pays dans lesquelles des milliers de gens soigneusement encadrés sont sortis dans la rue pour soutenir sa politique.

La récente décision de Macron de fermer les bases militaires françaises de Gossi, Ménaka et Gao dans un délai de quatre à six mois, alors qu'Assimi Goïta exige un retrait « sans délai et sous la supervision des autorités maliennes », a de nouveau provoqué de nouvelles manifestations anti-Macron à Bamako.

Les troupes françaises

vont certes quitter le Mali, mais elles resteront implantées au Sahel pour continuer de protéger les intérêts de l'impérialisme français dans cette région. Le problème pour les officiers français chargés d'organiser le déménagement du matériel militaire du Mali vers le Niger est qu'ils craignent que le convoi constitué de plusieurs centaines de camions ne soit attaqué par les populations en colère, comme le convoi qui est parti d'Abidjan vers le Mali en novembre dernier. Même si le dictateur nigérien

Mohamed Bazoum est complètement favorable à l'accueil de la plus importante base militaire française sur son sol, il n'est pas dit que la population nigérienne soit du même avis.

Cela donnera peut-être des idées à quelques galonnés nigériens du même acabit qu'Assimi Goïta d'en découdre avec le pouvoir de Mohamed Bazoum. Ce qui est sûr, c'est que l'objectif des galonnés comme Goïta n'est nullement de libérer les travailleurs et les paysans pauvres de l'exploitation capitaliste, du pillage impérialiste et de la misère engendrée par ce système. Ils veulent tout simplement avoir leur part de gâteau dans la richesse produite par l'exploitation des travailleurs. Leurs discours nationalistes ne sont rien d'autre que des pièges pour détourner la colère et les aspirations légitimes des classes pauvres vers des impasses.

Le pouvoir aux travailleurs



Manifestation à Bamako, vendredi 14 janvier 2022.

RFI KAOUROU MAGASSA